

Expériences de maîtrise des obstacles à travers le monde

Introduction

Le Projet GEF-Satoyama vise à créer l'harmonie entre la société et la nature en intégrant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité aux paysages terrestres et marins de production. Cette note d'information est un condensé de leçons retenues sur la biodiversité dans les paysages terrestres et marins de production issues de dix projets pilotes menés à travers le monde.

Messages-clés

- Les paysages terrestres et marins de production socio-écologiques (Socio-ecological production landscapes and seascapes ou SEPLS) apportent toute une diversité de **valeurs** aux populations. La recherche collaborative sur les espèces menacées dans les SEPLS ainsi que les initiatives locales s'inspirant des valeurs fondamentales des SEPLS (notamment en matière d'alimentation) contribuent à une meilleure reconnaissance de ces valeurs par les populations.
- **Les savoirs traditionnels** sont une partie intégrante des SEPLS et permettent aux populations d'utiliser et de gérer diverses ressources mais ils sont actuellement en déclin. Des mesures efficaces visent à remédier à ce déclin, notamment la création d'écoles communautaires facilitant le partage des connaissances entre les aînés et les jeunes, renforçant la production écologique traditionnelle et intégrant les savoirs traditionnels aux sciences et aux politiques.
- La **Gouvernance** au sein des SEPLS est renforcée par des pratiques efficaces de gestion collaborative ; celles-ci bénéficient d'une participation des communautés locales au processus de prise de décisions sur la gestion des SEPLS ; les initiatives reposent sur une participation efficace entre toutes les parties prenantes, un appui financier et des politiques qui favorisent les systèmes de gouvernance locale.
- Pour garantir la durabilité des SEPLS, il est essentiel d'élaborer des politiques publiques qui sont **en harmonie** avec les différents secteurs et niveaux du gouvernement, et d'intégrer à la gestion des SEPLS toutes les valeurs locales, les savoirs traditionnels et locaux, les droits coutumiers et les centres communautaires.

En quoi consistent les SEPLS ?

Seule une gestion durable des régions d'interaction entre l'homme et la nature permettra une conservation globale de la biodiversité, de plus en plus confrontée à l'accroissement de la population et de l'empreinte humaine. Les paysages terrestres et marins de production, espaces au sein desquels évoluent les industries primaires (agriculture, foresterie et pêche) constituent d'importantes zones tampons et des liaisons vitales entre les espaces protégés. Ils sont également importants à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité dans leurs propres droits. Les espaces qui intègrent harmonieusement les valeurs de la biodiversité et les aspects sociaux aux activités de production afin que ces dernières soutiennent la biodiversité et réciproquement, sont désignés par paysages terrestres et marins de production socio-écologiques (SEPLS). On les appelle « Satoyama » au Japon où leurs valeurs ont été reconnues et ont donné naissance à une initiative internationale.

Nous avons identifié les principaux obstacles auxquels se trouvent confrontés de nombreux SEPLS de par le monde.

Les défis

- La reconnaissance insuffisante des valeurs des SEPLS
- La disparition des savoirs traditionnels
- La faiblesse de la gouvernance.

Nous offrons des solutions à ces obstacles, issues d'analyses de données recueillies par le biais du Projet GEF-Satoyama.



Paysage terrestre (Pérou)



Mariculture restaurée (Île Maurice)

Question : Comment pouvons-nous faire reconnaître les valeurs des SEPLS ?

Réponse 1 : Considérer les paysages terrestres et marins sous divers angles

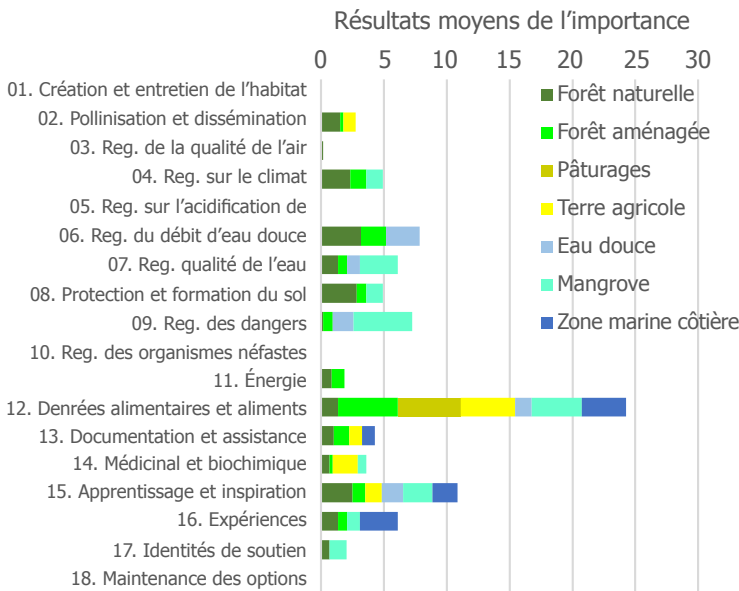
Les valeurs des SEPLS sont reconnues de diverses manières par le biais d’innombrables interactions avec les populations au travers de leurs propres perspectives, toutefois l’ensemble des valeurs n’est pas reconnu. Ces zones relèvent de différents systèmes de propriété et de gestion auxquels participent diverses parties prenantes. De nombreux producteurs favorisent les gains de production à court terme au détriment de la biodiversité à long terme. Le Projet GEF-Satoyama a toutefois prouvé que les SEPLS tiennent lieu d’habitats essentiels à plusieurs espèces menacées à l’échelle de la planète. D’autres espèces sont nécessaires aux populations locales en matière d’alimentation,

médicaments, écotourisme, pollinisation et dispersion des graines. Dans certains cas, des espèces sauvages soutiennent l’identité culturelle et ethnique. Ces valeurs utilitaires et intrinsèques des espèces constituent la biodiversité qui est unique à chaque SEPLS. Si la reconnaissance des valeurs repose sur des perspectives individuelles, il n’en va pas de même pour les valeurs globales émergeant d’un ensemble collectif. Il est donc important de saisir de manière exhaustive les valeurs vitales et uniques des SEPLS et d’en faire part aux principales parties prenantes afin qu’elles entreprennent des démarches collectives axées sur ces valeurs.

Les SEPLS peuvent revêtir diverses formes :

- forêts habituellement protégées
- agroforêts de production
- terres cultivées
- eaux terrestres
- zones marines côtières où est pratiquée la pêche artisanale.

Les SEPLS offrent une multitude de biens et services fournis par les écosystèmes, particulièrement des denrées alimentaires, favorisant la transmission éducative et culturelle, la régulation du climat, de l’eau et des sols, la protection contre les phénomènes naturels, ce qui soutient les moyens de subsistance, la sécurité et le développement des populations vivant dans ces zones.



Gauche : L’importance de différents biens et services fournis par les écosystèmes, telle que reconnue dans 7 types d’écosystèmes à travers les 10 sites de projets du Projet GEF-Satoyama. Dans l’analyse, 18 catégories de biens et services fournis par les écosystèmes ont été identifiées (catégorisation par IPBES (2017)). Les résultats de l’importance pour chaque type d’écosystème s’échelonnent de zéro (0) (non-existant) à cinq (5) (très important).

De nombreuses espèces menacées dépendent des SEPLS



Ci-dessus : Capucin à front blanc de l’Équateur (*Cebus aequatorialis*), CR (Équateur) ©FIDES-Ramón Cedeño



Ci-dessus: Chauve-souris de Livingstone (*Pteropus Livingstonii*), CR (Comores) @Dahari



Ci-dessus : Tragopan de Blyth (*Tragopan blythii*), VU (Inde) ©TERI-Siddharth Edake



Ci-dessus : Indri (*Indri indri*), CR (Madagascar) © CI/Russell A. Mittermeier



Ci-dessus : Requin marteau halicorne (*Sphyrna lewini*), EN (Seychelles) © CI/Edgardo Ochoa

Réponse 2 : Intégrer la biodiversité aux activités de production. Pour réussir, il est essentiel que les entreprises locales tiennent compte du contexte local

La recherche collaborative sur les espèces menacées, menée par des chercheurs et des locaux, a révélé l'importance de maintenir les SEPLS en tant qu'habitats pour la protection des espèces, à savoir, donner aux populations locales les moyens de devenir des gardiens de l'environnement. De nombreux projets qui valorisent les biens et services fournis par les écosystèmes dans les SEPLS étaient axés sur l'appui à la sécurité des denrées alimentaires locales et des moyens

de subsistance. Parmi les exemples de produits alimentaires figurent la production viable de cacao et de quinoa biologique, et la promotion de la cuisine indigène karen utilisant le riz et les plantes aromatiques endémiques issus de cultures de rotation. Autres exemples : les sociétés d'écotourisme, l'aquaculture du crabe de la mangrove, et l'utilisation de la mangrove comme bouclier costal et de pêche.



Gauche : Collaboration avec les pêcheurs pour enquêter sur les espèces menacées dans le cadre de prises dans la pêche artisanale (Seychelles)



Gauche : Écotourisme dans la mangrove (É)

Question : Comment saisir et utiliser les savoirs traditionnels dans les SEPLS ?

Réponse : Intégrer les savoirs traditionnels et locaux aux sciences modernes, à l'enseignement général et aux politiques gouvernementales

Les savoirs traditionnels permettent aux communautés locales d'utiliser et de gérer de manière durable leurs ressources naturelles. Ces savoirs regroupent l'utilisation des animaux et des plantes pour les besoins alimentaires, médicamenteux et autres. Les populations utilisent parfois des bio-indicateurs tels qu'une espèce de grenouille seulement présente en eaux propres. Ces savoirs sont souvent ancrés dans les systèmes de gestion des ressources et les institutions sociales, par ex., des règles coutumières sur la récolte d'arbres et de produits forestiers non ligneux, des restrictions sur la pêche et la rotation des

cultures. En outre, les populations indigènes ont souvent une vision animiste de la nature, telle que des croyances en des esprits de la nature et des tabous qui influencent la manière avec laquelle ils traitent l'environnement naturel. Toutefois ce phénomène est actuellement en régression. Ce déclin est surtout dû au changement des valeurs et des styles de vie, à l'éducation moderne, aux difficultés de transmission des savoirs, aux flux de populations des milieux ruraux vers les zones urbaines, à la transformation des terres aux fins de monocultures commerciales, et à son manque de reconnaissance par les gouvernements.

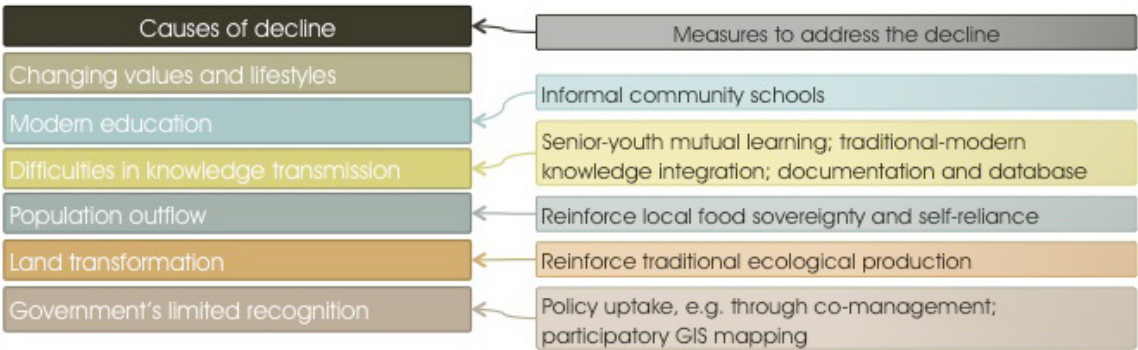
Ci-dessous: Tendance des systèmes de savoirs traditionnels et locaux par rapport à l'utilisation et à la gestion de la biodiversité et des écosystèmes dans le Projet GEF-Satoyama : Tendance des savoirs traditionnel et locaux : ↗ en augmentation ; → aucun changement important ; ↘ en baisse.

| | SAVOIRS* | SYSTÈMES DE GESTION* | INSTITUTIONS SOCIALES* | VISION DU MONDE SUR LA NATURE* |
|----------------------------|---|---|-----------------------------|---|
| Forêts protégées et gérées | ↗ Animaux et plantes ↘ Espèces de forte valeur ; plantes médicinales ; taxonomie des primates, écologie et rôles | ↘ Récolte des produits forestiers non ligneux ; cultiver et utiliser les arbres de forte valeur ; rotation des cultures, calendrier lunaire | ↘ Loi forestière coutumière | ↘ Folklores & lycanthropie; tabous sur l'abattage d'animaux |
| Terres agricoles | → Sol de cultures et exigences climatiques ↘ Variétés locales de cultures | ↗ Agriculture biologique ; → Gestion des animaux nuisibles ; ↘ Rotation des cultures | | → Spiritualité des Karens sur l'agriculture de rotation ; ↘ Rituels pour demander pardon pour l'abattage d'animaux et de plantes |
| Eau douce | → Prédire les changements de débit d'eau ↘ Grenouille indiquant la pureté de l'eau | ↘ Restreindre la pêche durant la saison du frai | | → Mythes liés aux dangers de l'eau |
| Mangrove | ↘ Espèces de forte valeur ; reproduction des poissons dans la mangrove | | | |
| Zones marines côtières | ↘ Taxonomie, habitat et mouvements des poissons | → Méthodes de pêche adaptées à l'espèce | | |

Les mesures visant à répondre au déclin des savoirs traditionnels ont été démontrées par le Projet GEF-Satoyama

L'éducation moderne utilise généralement la langue et le programme d'enseignement nationaux. L'un des moyens de surmonter les défis en matière de transmission des connaissances pourrait résider dans la mise en place d'écoles communautaires informelles au sein desquelles les anciens de la communauté enseignent la langue, la culture et les pratiques autochtones tout en découvrant les technologies modernes communiquées par les jeunes. D'autres méthodes comprennent l'intégration des savoirs traditionnels aux sciences modernes et aux connaissances d'experts en matière de gestion de l'agroécosystème,

ainsi que le développement et l'élaboration systématiques d'une base de données des savoirs traditionnels. Pour freiner l'exode des populations, certains projets ont entrepris d'améliorer la souveraineté alimentaire locale et l'autosuffisance par l'intégration de savoirs traditionnels et de techniques novatrices pour accroître la production. Pour lutter contre la transformation des terres, les savoirs et pratiques traditionnels renforcent la production écologique (par ex., production de quinoa et cacao biologiques, rotation des cultures du riz de plateau et culture intercalaire).



Certains projets ont réussi à intégrer des savoirs traditionnels et locaux et des politiques gouvernementales, en incorporant, par exemple, les systèmes coutumiers d'utilisation des terres dans les plans d'aménagement du district par la cartographie participative utilisant un système

d'information géographique (SIG), en créant des zones de frai des poissons à ne pas exploiter autour des berges d'un lac, ainsi que l'adoption d'une taille minimum de prise et de restrictions sur l'équipement pour la pêche artisanale dans le cadre d'un plan de collaboration sur la gestion de la pêche.

En Thaïlande, plusieurs communautés Karen ont décidé que la préservation de leur héritage culturel exigeait un apprentissage institutionnel s'accompagnant de capacités informelles pour faciliter les échanges intergénérationnels. Ils ont œuvré avec des enseignants karen en vue de développer un programme d'enseignement utilisant des poèmes, des histoires, des pratiques et des proverbes indigènes actuellement enseignés dans la langue karen. D'autre part, les groupes de jeunes de ces communautés ont organisé des camps et invité des aînés dans le but d'enseigner aux jeunes l'agriculture et les méthodes de cuisson qu'ils ont ensuite utilisées dans la confection de produits à valeur ajoutée promus en ligne.



Ci-dessus : Partage de connaissances entre les anciens et les jeunes (Thaïlande)



Ci-dessus : Une pépinière de plantes médicinales produite par une classe de pédagogie ouverte (Madagascar)

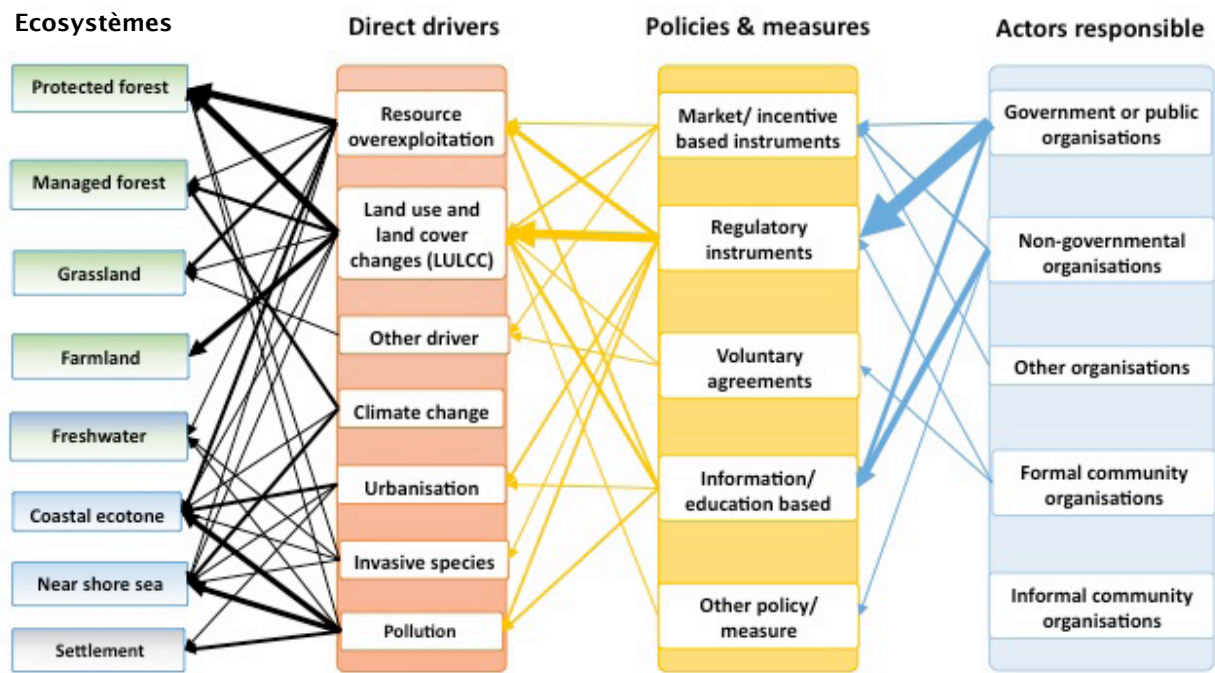
À Madagascar, les savoirs sur les plantes médicinales risquent de se perdre. Une classe de pédagogie ouverte a été mise en place afin que les jeunes apprennent à connaître ces plantes dans un environnement ludique. Ils ont créé et entretenu une pépinière réunissant ces plantes importantes puis procédé à des semis sur leurs terres familiales. Cette initiative dirigée par des jeunes a permis de renouveler l'intérêt pour d'importantes espèces végétales et de revitaliser la production de plantes médicinales.

Question : Comment pouvons-nous améliorer la gouvernance des SEPLS ?

Réponse : Créer une plateforme multi-parties prenantes et donner les moyens aux communautés locales

La gouvernance en milieu SEPLS fait référence à l'ensemble des interactions publiques et privées visant à résoudre les problèmes affectant les SEPLS, à créer des opportunités par la formulation et l'application de politiques et de mesures novatrices. Comme le démontre l'examen de dix projets

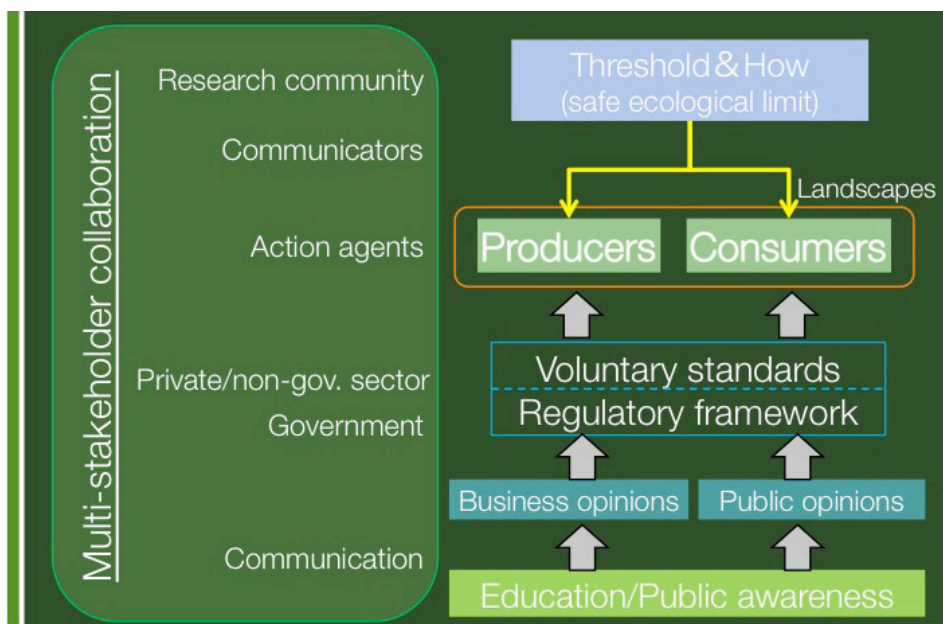
axés sur le site, en vertu du Projet GEF-Satoyama, toute une diversité d'acteurs participant à la gestion des facteurs dominants qui affectent la biodiversité et les services écosystémiques.



Ci-dessus : Facteurs déterminants directs affectant les différents domaines d'écosystèmes, les politiques et les mesures influençant ces facteurs déterminants, et les acteurs, tel qu'identifié par les projets de sous-subsventions dans leurs SEPLS.

Il est possible de faire coexister la conservation de la biodiversité et les moyens de subsistance. Toutefois, il s'agit moins de rechercher la conservation ou le développement que de trouver des moyens de les réaliser dans un esprit de soutien mutuel. Les SELPS consistent en un système créé par de longues interactions entre les peuples et leur environnement qui offre un modèle de solutions. Une comparaison avec les espaces protégés permet de mieux saisir la question de la gouvernance des SEPLS. Une entité unique ou une série d'entités bien définies gère les espaces protégés, ce n'est cependant pas le cas dans de nombreux SELPS. En effet, les SELPS n'étaient pas destinés à être ce qu'ils sont devenus mais ont résulté de synergies et compromis entre de nombreux intérêts et objectifs. Il est particulièrement important pour les SEPLS que soit mise en place une bonne gouvernance reposant sur une participation significative de toutes les parties prenantes pertinentes et une interaction productive entre celles-ci.

La gestion du paysage doit être entreprise par une multitude de parties prenantes. Dans nombre de pays, le cadre institutionnel de gestion des ressources naturelles au sein des SELPS a été conçu pour fonctionner dans une vision sectorielle (agriculture, forêts, exploitation minière, conservation, etc.) ou en vase clos, sans approche de gestion intégrée du paysage, ce qui donne lieu à des politiques, des plans et des investissements contradictoires. Les types d'acteurs, les formes d'interactions et l'établissement de réseaux varient suivant le site, il existe toutefois un besoin commun de formes collaboratives de gestion de l'écosystème au sein des SEPLS en tant qu'élément constitutif de systèmes de gouvernance participatifs et efficaces au niveau des paysages terrestres et marins. Compte tenu de ces facteurs, une plateforme multi-parties prenantes est nécessaire pour favoriser une gouvernance efficace.



Ci-dessus : La nature multi-parties prenantes de la gestion des SEPLS. Les activités de production, et dans une certaine mesure la consommation, sont également liées au paysage. Le seuil du niveau d'activités et les moyens de le maintenir devraient être déterminés par la communauté scientifique (ou partagés avec la communauté en tant que savoirs traditionnels) mais les acteurs de la communication doivent livrer ces données aux praticiens sur le terrain. Les agences gouvernementales, les entités non gouvernementales ou les acteurs du secteur privé devraient appliquer des méthodes réglementaires ou des normes volontaires afin de veiller à ce que les activités de production (et consommation) soient maintenues au niveau approprié. Afin que lesdites méthodes ou normes soient acceptées par la société, il pourrait s'avérer nécessaire de mettre en place un enseignement pour sensibiliser le public. (diagramme inspiré de la discussion à l'IPSI-3 en 2012).

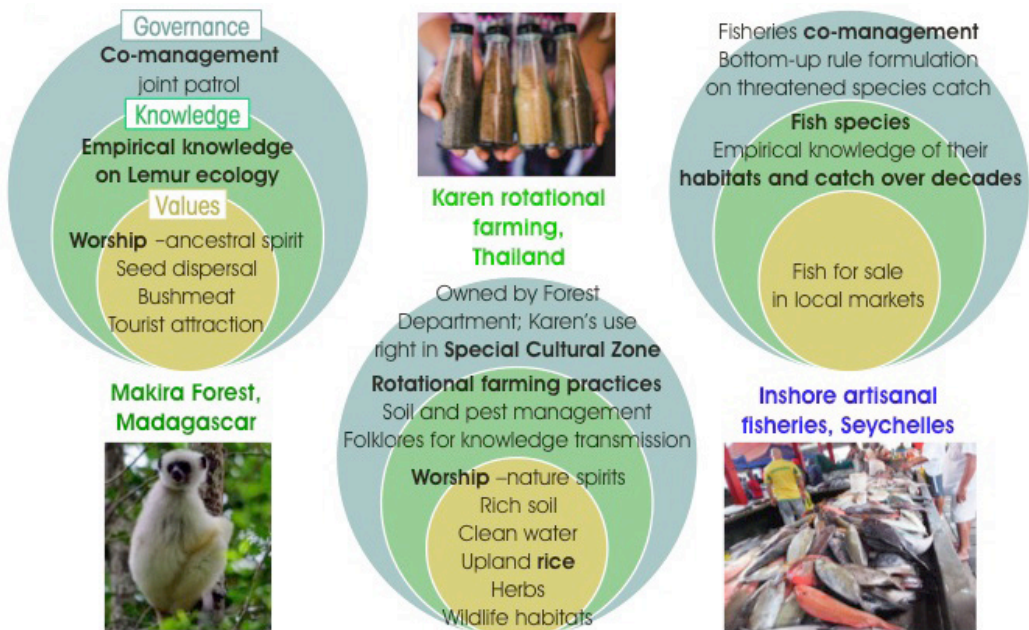
Pour qu'un tel système fonctionne efficacement, les communautés locales au sein des paysages terrestres et marins doivent avoir les moyens suffisants pour entreprendre les actions qu'elles jugent nécessaires. Si de nombreuses méthodes de gouvernance des SEPLS bénéficient de la participation de plusieurs parties prenantes, notamment le gouvernement, des ONG et des organisations locales, il est nécessaire de renforcer les structures et les procédés existants. De nombreuses méthodes actuelles de gouvernance manquent d'inclusivité, un faible rôle étant réservé aux organisations communautaires. Les gouvernements, à tous niveaux, doivent faire participer activement les organisations communautaires, en transférant les droits de gestion afin que les organisations communautaires puissent entreprendre une gestion plus efficace, et en allouant suffisamment de ressources publiques à ces organisations pour qu'elles travaillent plus efficacement.

Il est également important de promouvoir une représentation égalitaire hommes-femmes et divers groupes sociaux (voire ethniques) au niveau de toute la communauté. Tous les acteurs chargés de la gestion publique ou communale des écosystèmes doivent être transparents et responsables envers leurs groupes d'intérêt. Les procédés de prise de décisions connexes tirent profit de l'établissement d'un consensus, d'accords et de décisions démocratiques entre les différents intérêts au sein des différentes organisations et entre celles-ci. Il est vital de développer et de mettre en place des politiques et des programmes qui contribuent à modifier les pratiques qui nuisent à l'environnement et de traiter les problèmes ou les facteurs déterminants.

Conclusion

Un lien solide entre les valeurs, les savoirs et la gouvernance peut éventuellement améliorer la biodiversité et la production dans les SEPLS. La reconnaissance par les communautés locales d'un grand nombre de services (et valeurs) fournis par les écosystèmes terrestres est généralement liée à de vastes savoirs traditionnels détenus par les communautés, non seulement quant à leurs caractéristiques géo-écologiques (par ex., écologie du lémur dans le cas de la forêt de Makira, à Madagascar), mais aussi quant à leur gestion et utilisation et leur rôle dans les croyances traditionnels (telles que le culte

des esprits ancestraux des lémuriens). Ces valeurs sont reconnues et souvent intégrées dans les systèmes gouvernementaux avec des rôles spécifiques dans les systèmes de cogestion (par ex., patrouilles conjointes avec des gardes comme c'est le cas dans la forêt de Makira). Il existe cependant des cas où les savoirs détenus par les communautés locales ne sont pas suffisamment reconnus et échangés avec les agences gouvernementales. Il en résulte une réduction du renforcement des capacités pour les organisations communautaires, et des espaces protégés dont les locaux sont en grande partie exclus.



Ci-dessus : Dans tous les paysages terrestres ou marins, les valeurs, les savoirs et la gouvernance sont interdépendants

Les valeurs des écosystèmes côtiers pour les communautés locales (particulièrement la fourniture de sources alimentaires et la réglementation d'évènements extrêmes) sont étroitement liées aux savoirs des communautés locales des habitats (à savoir, les récifs de corail et les prairies de phanérogames en tant que zones d'alimentation, de reproduction et de recherche de nourriture pour les poissons aux Seychelles) et aux pratiques de la pêche artisanale. Les valeurs et les connaissances détenues par les communautés locales en tant que principales parties prenantes devraient figurer dans le système de gouvernance, comme dans le cas de la cogestion des Seychelles, où la mer proche du rivage est gérée par diverses entités et supervisée par le gouvernement central, et la réglementation de la pêche est développée dans le cadre d'un processus ascendant.

Les projets pilotes font apparaître clairement que les champions locaux jouent un rôle crucial dans la mobilisation des communautés, communiquant avec celles-ci et soutenant les initiatives au terme des projets.

Bien que les résultats présentés ici soient considérés du point de vue des SEPLS, ils peuvent s'appliquer plus généralement à d'autres systèmes, tels que les espaces protégés.

À propos du Projet GEF-Satoyama



Financé depuis 2015 par le Global Environmental Facility (GEF), le « Projet GEF-Satoyama », pour « conservation générale de la biodiversité et de la gestion durable dans les paysages terrestres et marins de production socio-écologiques prioritaires », se propose de traiter les obstacles auxquels se trouvent confrontés les SEPLS à travers le monde, et contribue à réaliser de multiples objectifs d'Aichi sur la biodiversité et le développement durable. Par le biais de son principal composant, « les études sur le terrain », le Projet GEF-Satoyama investit dans dix projets pilotes en des points chauds de la biodiversité en Indo-Burma, dans les Andes tropicales, à Madagascar et dans les îles de l'Océan indien pour améliorer les moyens d'existence, la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et les services fournis par les écosystèmes. Les résultats escomptés comprennent la gestion efficace de la conservation, l'amélioration du niveau de conservation des espèces globalement menacées et la promotion des savoirs traditionnels.



Indo-Burma



Madagascar
& the Indian Ocean Islands



Tropical Andes

Promoteurs du projet pilote

- ① THAÏLANDE : Inter-Mountain Peoples' Education and Culture in Thailand Association (IMPECT)
- ② MYANMAR : Fauna & Flora International (FFI)
- ③ INDE : The Energy and Resources Institute (TERI)

- ④ ÎLE MAURICE : Environmental Protection & Conservation Organisation (EPCO)
- ⑤ SEYCHELLES : Green Island Foundation (GIF)
- ⑥ MADAGASCAR : Wildlife Conservation Society (WCS)
- ⑦ COMORES : Dahari

- ⑧ COLOMBIE : Universidad Industrial de Santander (UIS)
- ⑨ ÉQUATEUR : Fundación para la Investigación y Desarrollo Social (FIDES)
- ⑩ PÉROU : Asociación Amazónicas por la Amazonía (AMPA)

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez contacter :

Conservation International Japan

Yoji Natori

Directeur, Projet GEF-Satoyama
ynatori@conservation.org

Devon Dublin

Coordinateur du Projet GEF-Satoyama
ddublin@conservation.org

6-7-1-507 Shinjuku, Shinjuku-ku, Tokyo
160-0022 JAPON
Téléphone : +81-3-5315-4790

Institute for Global Environmental Strategies

Federico Lopez-Casero

Directeur de programme, Biodiversité et services
fournis par les écosystèmes
lopezcasero@iges.or.jp

Yasuo Takahashi

Chercheur, Ressources naturelles et services fournis
par les écosystèmes

2108-11 Kamiyamaguchi, Hayama, Kanagawa,
240-0115 JAPON
Téléphone : +81-46-855-3700

Pour toute autre information, veuillez consulter le site Web du projet : <http://gef-satoyama.net>.



CONSERVATION
INTERNATIONAL
Japan



UNITED NATIONS
UNIVERSITY
UNU-IAS
Institute for the Advanced Study
of Sustainability

IGES
Institute for Global
Environmental Strategies



SATOYAMA
INITIATIVE

Activité collaborative approuvée



Imprimé sur papier obtenu à partir de pâte de bambou. Cette utilisation de pâte de bambou contribue à un SEPLS dans le sud du Japon.